



**MINUSCA**

---

**VERBATIM DE LA CONFERENCE DE PRESSE DU PRESIDENT DE LA  
CONFIGURATION REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (RCA) DE LA COMMISSION DE  
LA CONSOLIDATION DE LA PAIX DES NATIONS UNIES (PBC), AMBASSADEUR  
OMAR HILALE**

**Jeudi, 09 novembre 2023**

**Dr Guy Karema, Modérateur :**

Chères consœurs,  
Chers confrères,  
Bon après-midi.

Bienvenue dans cette conférence de presse spéciale, organisée par la division de Communication stratégique et d'Information publique de la MINUSCA (SCPI).

Nous avons aujourd'hui l'honneur et le privilège d'être avec l'Ambassadeur Omar Hilale, Président de la configuration République centrafricaine (RCA) de la Commission de la consolidation de la paix des Nations Unies (PBC), et Représentant du Royaume du Maroc auprès des Nations Unies.

Il effectue une visite de cinq jours en République centrafricaine, depuis le 7 novembre dernier.

Avant d'entrer dans le vif du sujet sur l'essentiel de son séjour ici en Centrafrique, laissez-moi vous présenter rapidement l'illustre personnalité qui a eu l'amabilité de nous parler et de répondre à vos questions.

C'est, en effet, en 1974, que l'Ambassadeur Omar Hilale a intégré le ministère des Affaires étrangères du Maroc. Il a occupé divers postes au sein des ambassades marocaines à Alger, Addis-Abeba, Monrovia, Genève, ainsi qu'en Indonésie.

En 2001, il a été nommé Représentant permanent auprès de l'ONU et de ses organes subsidiaires, agences spécialisées et autres organisations internationales basées à Genève.

Entre 2005 et 2008, il a exercé les fonctions de Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères à Rabat, avant de revenir à Genève en tant qu'Ambassadeur.

En avril 2014, il a été nommé Représentant permanent du Royaume du Maroc à New York.

La diplomatie multilatérale a donc toujours été son domaine de prédilection, un véritable sacerdoce, une réelle vocation plus qu'un métier.

Monsieur l'Ambassadeur, la parole est à vous pour votre mot liminaire.

**Omar Hilale, Président de la configuration République centrafricaine (RCA) de la Commission de la consolidation de la paix des Nations Unies (PBC), et Représentant du Royaume du Maroc auprès des Nations Unies.**

Je suis très heureux de retrouver mes amis de la presse, parce que j'ai beaucoup de respect, d'admiration pour le rôle de la presse dans la transmission des messages, et surtout dans le rôle d'intermédiaire entre les décideurs et leurs lecteurs, ou bien leurs audiences, ou tout carrément le peuple à qui, ils s'adressent.

Je suis ici pour la 5<sup>ème</sup> fois en République centrafricaine (RCA), à la tête d'une délégation de la Commission de consolidation de la paix, pour m'entretenir avec les responsables gouvernementaux, les partenaires diplomatiques et financiers de la RCA, mais également avec la société civile, les jeunes, les femmes, les membres du Parlement, mais également, avec la UN Country Team, qui s'active ici, et en dehors de Bangui, pour aider la RCA ; de même que j'aurai des réunions avec les hauts responsables de la MINUSCA qui, comme vous le savez, est dans une mission bien déterminée, dont la première responsabilité est la protection des civils, des populations centrafricaines, mais également, pour ramener la paix, la sécurité, la stabilité à ce pays.

Je viens ici également en porteur d'un message de soutien de la Commission de la consolidation de la paix, et à travers elle, bien sûr, celle des Nations Unies, pour l'évolution positive que connaît le pays en termes de sécurité, en termes de renforcement des structures, et en termes d'engagement dont le dialogue politique, et la préparation des prochaines élections locales qui auront lieu l'année prochaine au mois d'octobre.

Donc, c'est un message de soutien, un message d'accompagnement, un message également pour souligner que la RCA peut compter sur la communauté internationale dans ses décisions, dans ses orientations, dans sa stratégie, afin que la paix qui est en train d'être consolidée dans ce pays puisse perdurer. C'est la pérennisation de la paix qui nous concerne, et heureusement, j'ai trouvé chez tous mes interlocuteurs un engagement pour aller dans ce sens. Et cela rassure les Nations Unies, cela rassure également la MINUSCA.

## **QUESTIONS DES JOURNALISTES**

***Radio Fréquence RJDH (Guy Florentin Outiama)***

*Monsieur l'Ambassadeur, quels sont les points saillants qui ont été débattus lors de vos multiples rencontres avec ces différentes parties ?*

***Le Combattant+ (Jacques Ngue)***

*Monsieur l'Ambassadeur, en tant qu'intermédiaire de la RCA, le constat est aujourd'hui positif, la MINUSCA effectue un travail exemplaire dans le cadre de la protection des civils. Cependant, le pays est vaste, 623 000km<sup>2</sup>, seriez-vous prêt à plaider pour l'augmentation de l'effectif de la MINUSCA, pour qu'on ait la MINUSCA partout où le besoin se pose ?*

***Agence Centrafrique Presse (Jonas Bissinguim)***

*C'est la 5<sup>ème</sup> fois que vous venez ici, quel constat faites-vous de ces 5 allers-retours, parce qu'on constate qu'il n'y a pas de stabilité en RCA. Quelle solution allez-vous proposer pour que la paix revienne durablement ici en RCA ?*

### **AMBASSADEUR OMAR HILAË**

Sans entrer trop dans les détails, nous avons discuté du processus politique et des élections locales à venir, des moyens de préparer des élections transparentes, inclusives, démocratiques. Nous avons discuté également des besoins du pays en projets économiques pour sortir le pays de la situation assistée sur le plan humanitaire, un pays qui se relève et qui peut compter sur ses propres forces, ses propres ressources nationales, ses hommes et ses femmes, pour avoir une économie capable d'aider le pays, nourrir le peuple, mais permettre à l'Etat également de fonctionner normalement sans avoir à demander l'appui financier des partenaires.

Nous avons discuté également de la responsabilité de la MINUSCA dans la globalité de son rôle ici à Bangui, mais également à l'extérieur de Bangui. Nous avons discuté également du rôle de la femme dans la consolidation du processus politique, et l'Etat de droit, durant une discussion avec le Forum des femmes parlementaires. J'ai trouvé chez ces femmes un engagement, une détermination à tout faire pour contribuer et participer au processus politique, parce qu'elles sont un élément important, parce que, comme vous le savez, l'ONU insiste sur la parité du genre. La parité du genre se base sur le droit dont dispose la femme de contribuer à tout ce que fait le pays. Il y a également la résolution 1325 du Conseil de sécurité qui appelle à l'implication des femmes dans tout processus de paix, de réconciliation et de négociation politique.

Je voudrais à travers vous, féliciter la femme centrafricaine pour sa combativité, pour sa résilience, mais surtout pour la bonté de son cœur et sa capacité à pardonner, parce que j'ai visité le 3<sup>ème</sup> arrondissement. Au PK5, j'ai rencontré les femmes qui ont réussi à ramener la réconciliation, la paix, le dialogue entre les voisins, de différentes confessions, de différentes régions, de différentes ethnies, et c'est grâce aux femmes que ce 3<sup>ème</sup> arrondissement a été pacifié. Il a été désenclavé en quelque sorte. Ces femmes font un travail phénoménal, elles méritent notre admiration, elles méritent notre respect. Voilà les quelques points que nous avons débattus avec mes interlocuteurs.

En ce qui concerne la seconde question, je l'ai toujours fait, mais malheureusement les moyens des Nations Unies sont limités, et les troupes des Nations Unies dépendent également des pays fournisseurs de troupes. Vous n'êtes pas sans savoir que la MINUSCA coûte plus d'un milliard de dollars par an. Donc, c'est un montant colossal. C'est facile de dire qu'on voudrait couvrir tout l'ensemble du territoire centrafricain, mais il faut tripler, sinon quadrupler le nombre des soldats, des casques bleus, et par conséquent, le budget ; or dans la situation actuelle de crise, et surtout le besoin de troupes ailleurs, ce n'est pas possible de le faire.

Mais, je peux vous assurer que les forces de maintien de la paix des Nations Unies dans le cadre de celles de la MINUSCA, elles font tout ce qu'elles peuvent, elles travaillent nuit et jour, elles se sacrifient pour protéger les civils, pour protéger les églises, pour protéger les mosquées, pour protéger les convois qui acheminent l'assistance alimentaire, pour protéger les gens, les humanitaires qui travaillent, qui soignent, qui apportent les matériels scolaires aux enfants un peu partout dans le pays.

Les casques bleus des Nations Unies traversent parfois des zones hautement dangereuses, ils vivent parfois dans des conditions également très pénibles, indescriptibles, mais ils le font parce qu'ils croient dans leur mission de paix des Nations Unies, et quel que soit le sacrifice, ils l'ont déjà fait, ils l'ont déjà démontré. Et nous restons optimistes Inshallah, parce qu'il y a un processus politique de désarmement, démobilisation, intégration qui est en cours ; et les groupes armés, maintenant, il reste trois groupes armés. Nous espérons que la sagesse, l'esprit de responsabilité, et surtout une vision plus optimiste sur le pays l'emportera, afin que l'ensemble des filles et fils de la Centrafrique puissent participer politiquement, ou bien atteindre les mêmes objectifs politiques, pas par les armes, mais par le dialogue et par les urnes.

Après cinq fois, je dois dire que je suis rassuré parce que le pays a traversé des moments difficiles. J'étais là depuis le Forum de Bangui, ma première visite en plein forum. J'ai entendu des discours, j'ai enregistré des attentes, des espoirs exprimés ; c'est vrai, il y'a eu des hauts et des bas. Mais le cap est maintenu, et c'est pour cela qu'il y'a eu des élections après la période de gouvernement de transition. Il y'a eu des élections législatives, il y a eu des élections présidentielles. Il y'a eu le référendum, tout s'est déroulé dans une ambiance de paix, de sérénité, de respect. Bien sûr, comme je viens de le dire, il y'a des groupes armés qu'il faut rallier, nous ne désespérons pas qu'un jour, ils reviendront à plus de raison, et surtout ils intégreront le processus politique.

Je suis rassuré aussi parce que les partenaires économiques du pays sont également là de retour, pour aider le pays à se relever et mettre en œuvre cette ambition de son excellence le Président de la République de rentrer dans une phase de transition de l'humanitaire, de passer de l'assistanat à la relève économique, et au développement durable économique. En comptant sur les ressources du pays, parce que vous avez un pays riche par ses ressources naturelles, par ses prairies qui peuvent être le grenier de la zone de Sahel et d'Afrique de l'Est, riche par ses ressources minières, de tout genre. Mais la première richesse, ce sont les hommes, comme vous ; ce sont les femmes comme celles qui sont devant moi. Donc, vous avez une richesse inépuisable, l'intelligence centrafricaine est vraiment forte d'admiration. Regardez autour de vous, les pays qui vous entourent, comparez et vous allez vous soulager, vous allez sentir que vous avez de la chance de vivre dans ce pays. Je ne dis pas que ce n'est pas difficile, mais mille fois mieux que ce qui est vécu dans la guerre, dans les affrontements, dans les destructions. Pour moi personnellement, vous êtes un havre de paix au milieu d'un océan, des problèmes de guerre et de tension.

***Agence Centrafrique Presse (Jonas Bissinguim)***

*Avez-vous abordé le sujet des élections municipales au cours de votre visite ?*

**AMBASSADEUR OMAR HILALE**

Les élections municipales, on en parle, actuellement, avec des attentes. Les Nations Unies aussi bien que les partenaires pourvoyeurs de fonds étrangers sont prêts à aider le pays à organiser ces élections. J'ai eu une réunion hier avec l'ANE, nous avons discuté de cette perspective, et j'ai reçu l'assurance qu'ils sont en train de préparer le nouveau chronogramme. Et ils sont en train également de commencer très bientôt de travailler sur la liste électorale. Le pays mérite d'avoir des élections locales après 30 ans. Parce que le germe de la démocratie, c'est dans les locales, c'est dans la famille, c'est dans le quartier. Si vous vous arrivez à organiser ces élections, tout le

monde veut que la République centrafricaine réussisse ces élections. Vous allez donner l'exemple aux autres pays, comme quoi, c'est possible d'organiser après 30 ans des élections locales.

Comme je n'ai cessé de le dire depuis hier, il y a un cycle dans les élections, soit on commence par les locales, on va aux régionales, on va aux législatives, et à la présidentielle. Soit on commence par le haut. A cause des problèmes d'insécurité, d'instabilité, le pays a commencé par les élections législatives, puis les élections présidentielles, maintenant, on descend vers les élections municipales et locales.

Le rôle de la MINUSCA est d'aider le pays avec ses forces. Des forces centrafricaines et les forces des Nations Unies œuvreront ensemble afin de sécuriser les zones des élections pour permettre enfin à ces populations de s'exprimer. Ce matin, comme je vous l'ai dit, j'ai discuté avec le Forum des femmes parlementaires, et toutes m'ont dit, parce que certaines viennent du nord, d'autres de l'extrême Est ou l'extrême Ouest ; toutes m'ont dit : « *Nous voulons ces élections pour permettre à la population de s'exprimer et d'avoir une démocratie sur place, d'avoir nos élus qui vont gérer nos affaires sur place* ».

La même discussion, je l'ai eue hier avec les femmes de PK5. « *Quand il y aura des élections, PK 5 aura son Conseil, aura ses représentants indépendamment de la confession* », m'ont-elles dit. Maintenant, on parle de PK5, en famille chrétienne, musulmane, ... A ce moment-là, il y aura un Conseil de l'arrondissement qui va être intégré, qui va travailler main dans la main avec les autres conseils de Bangui.

Il faut compléter. La démocratie, c'est comme un puzzle, du moment où vous n'organisez pas toutes élections, il y aura toujours des pièces manquantes. Et cela fausse en quelque sorte l'impression qu'on a de la démocratie. La démocratie, c'est la participation de tout le monde, pas seulement des villes, pas seulement de la capitale, pas seulement d'un petit pourcentage des populations. Il faut que tout le monde ait le droit de mettre son bulletin, pour choisir son avenir, et les élections locales sont l'occasion par excellence pour renforcer la démocratie, à laquelle tout le monde croit, et à laquelle tout le monde aspire ici.

***Fréquence RJDH (Guy Florentin Outiama)***

*Merci de m'avoir donné la parole, quand on parle de la consolidation de la paix, il faut parler de la justice qui doit être transparente. Monsieur l'ambassadeur, quelle lecture faites-vous des activités de la Cour pénale spéciale et la Cour pénale Internationale concernant la RCA ?*

**AMBASSADEUR OMAR HILAË**

Merci pour votre question. Ce matin, j'ai commencé la journée avec les membres de la Cour pénale spéciale. Nous avons discuté de ce qu'elle a fait. Effectivement, elle a fait énormément des choses pour des arrestations, pour des enquêtes et pour des jugements. La tâche est colossale parce que beaucoup de ceux qui sont responsables de ce qui s'est passé, ces dernières années, sont soit en dehors de Bangui, soit à l'étranger, mais toujours est-il que la Cour a démontré qu'elle est capable d'assumer sa responsabilité, et de juger. Il y'a eu des jugements, elle a arrêté des chefs de guerre, qu'elle a condamnés. Dans la nouvelle prison qui a été construite, il y'a de nombreux ex-hommes armés qui ont été également jugés. Et bien sûr comme je l'ai dit, la tâche ne fait que commencer.

Il y'a bien sûr l'ONU et la communauté internationale qui ont souhaité confier cette responsabilité au pays, pour que ceux qui ont commis des exactions ou de crimes contre l'humanité soient jugés par leurs propres tribunaux plutôt que d'être jugés ailleurs, et je pense que c'est une confiance dans la justice centrafricaine. Bien sûr la justice centrafricaine n'a pas encore tous les moyens pour être opérationnelle, pour être effective, parce que tout simplement, il n'y a pas des tribunaux dans les provinces, dans l'arrière-pays. Il ne peut pas y avoir de jugement, s'il n'y a pas de prison. Vous arrêtez les gens, vous les jugez, où allez-vous les mettre ? Vous voyez le problème se posait avant la construction de la prison, maintenant qu'il y a la prison, il y'a pratiquement tout genre de prisonniers, mais au moins vous avez démontré la vigueur de la justice centrafricaine.

Il faut juste un peu de patience. Il faut également s'investir dans la Commission Justice, Vérité et Réconciliation. Parce que la réconciliation est un élément fondamental pour reconstruire la société et repartir de nouveau. La justice, elle est importante parce que les victimes doivent sentir que la justice leur a donné droit par exemple, elle leur a rendu justice, mais en même temps, quand la justice est rendue, le pardon est plus facile, la réconciliation également est plus facile. Et c'est ça ce dont a besoin le pays, parce que c'est tous des filles et fils centrafricains, et ils n'ont pas d'alternative, ils ont cette obligation, cette impérative de vivre ensemble, de coexister ensemble, de s'accepter mutuellement. Il y'a eu une période malheureusement sombre, mais elle est derrière vous. Je suis sûr que vous êtes capables avec l'aide de la communauté internationale, avec la présence très active et engagée de la MINUSCA, que plus jamais ça, comme on le dit. Ne plus jamais revenir en arrière, mais aller de l'avant. Pour aller de l'avant, vous devez avoir confiance en vous, et en votre pays. Et votre pays, comme l'a dit son excellence le Président de la République : « *Le pays est assez grand pour tous ses fils et ses filles* ».

Voilà mes chers amis. Merci pour votre présence. Et à bientôt.

**Dr Guy Karema, Modérateur :** Merci également à vous Monsieur l'Ambassadeur. Merci pour votre disponibilité et pour l'éclairage apporté aux questions posées.